

A : **Monsieur Willy Borsus**

Vice-Président du Gouvernement, Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Agriculture, de l'Aménagement du territoire, de l'IFAPME et des Centres de compétence

Concerne : Opposition à l'analyse d'impact supplémentaire concernant la Proposition de la Commission européenne pour une utilisation durable des produits phytopharmaceutiques (2022) 305

Namur, le 7/12/2022

Monsieur le Vice-Président et Ministre,

Nous nous adressons à vous avec une demande urgente concernant la proposition de Règlement (2022) 305 pour une utilisation durable des produits phytopharmaceutiques (ci-après, l'initiative « **SUR** »). Nous observons avec une grande inquiétude les attaques continues visant à la diluer et à retarder son adoption ce au détriment de l'intérêt de tous les citoyens européens.

La nouvelle récente selon laquelle un groupe d'Etats membres envisage de demander à la Commission une nouvelle analyse d'impact est des plus inquiétante : répondre positivement à cette demande - reviendrait à fortement compromettre la proposition de la Commission. En effet, le délai supplémentaire qu'une telle analyse implique aurait pour effet que la proposition ne pourrait être finalisée avant la fin du mandat de la Commission en 2024 ⁽¹⁾.

D'après nos informations la Belgique et la Wallonie ne soutiennent pas la demande d'une nouvelle analyse d'impact. Nous vous invitons à maintenir cette position avec fermeté et, aux côtés de l'Allemagne, de la France, de l'Espagne et des Pays-Bas notamment, à faire pression sur les Etats membres pour que l'initiative SUR soit adoptée dans les délais. Cet acte est crucial pour la mise en œuvre de la Stratégie européenne 2030 pour la biodiversité et la stratégie « de la ferme à la fourchette », ainsi que le plan d'action « zéro pollution ». En bref, il est essentiel pour atteindre les objectifs du Green Deal, un plan que votre gouvernement a explicitement salué.

Vous n'êtes pas sans ignorer l'inutilité d'une analyse supplémentaire des incidences : l'analyse d'impact a déjà été approuvée par le Comité d'examen de la Réglementation. Le fait que cela ait été fait avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie n'a aucune incidence sur la validité de celle-ci. Des études indépendantes ont montré qu'il est tout à fait possible de diminuer de manière significative l'utilisation des pesticides sans affecter la performance économique et productive des fermes ⁽²⁾. En revanche, le modèle actuel de production agricole intensive menace la sécurité

¹ Politico, 17.11.2022, EU governments slap down 'too ambitious' Green Deal pesticide bill.

² Lechenet et al. (2017), Reducing pesticide use while preserving crop productivity and profitability on arable farms, Nature plants: <https://www.inrae.fr/en/news/reducing-pesticide-use-agriculture-without-lowering-productivity>

alimentaire mondiale comme l'ont souligné des représentants de la société civile ⁽³⁾ et plus de 660 scientifiques et experts des systèmes alimentaires ⁽⁴⁾.

Un retard, voire un retrait de la SUR, ne ferait pas qu'ignorer les recommandations unanimes des scientifiques, mais aussi la demande formulée par plus d'un million cent soixante mille citoyens de l'UE qui ont participé à l'initiative citoyenne « Save Bees and Farmers » ⁽⁵⁾. Pour les citoyens belges et wallons en particulier, le risque des pesticides pour la santé et l'environnement est indéniablement une grande préoccupation. Au-delà de la question qui nous occupe, l'absence d'action efficace ébranlerait leur confiance dans les institutions européennes. Enfin, alors que la COP Biodiversité s'ouvre, donner toutes ses chances à l'initiative SUR serait un signal fort en faveur de la protection de la biodiversité.

Nous comprenons qu'en l'absence d'un projet définitif sur le sujet pour la réunion AGRIFISH des 11 et 12 décembre prochains, la décision sera déléguée à la réunion des représentants ministériels au sein du COREPER ce samedi 10 décembre et abordé lors d'une réunion ultérieure comme un simple A-point, écartant *de facto* toute discussion.

Nous vous demandons de vous opposer à toute dilution et tout délai supplémentaire concernant l'initiative SUR et comptons sur le fait que vous prendrez vos responsabilités. Nos concitoyens qui se sont exprimés en nombre ne comprendraient pas qu'il en soit autrement.

Eu égard aux considérations qui précèdent, nous vous saurions gré de bien vouloir nous communiquer la position que vous adopterez et les mesures que vous êtes disposés à mettre en œuvre pour aider à la concrétisation de l'initiative SUR.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Vice-Président et Ministre, l'expression de notre considération distinguée,



³ <https://eeb.org/wp-content/uploads/2022/03/2022-03-21-Publication-of-the-revision-of-the-legislation-on-the-sustainable-use-of-pesticides.pdf>.

⁴ <https://zenodo.org/record/6366132#.Y1pSfS8ithD>.

⁵ <https://www.euractiv.com/section/agriculture-food/news/citizens-initiative-to-phase-out-synthetic-pesticides-placed-on-eu-agenda/>.